

10^e Rendez-Vous Economiques de la Méditerranée

Verbatim des 10èmes Rendez Vous

Dans le cadre de la semaine économique de Marseille

Quelle contribution l'économie sociale et solidaire peut-elle apporter au développement en Méditerranée ?

Samedi 8 novembre 2014 de 9h à 17h

Villa Méditerranée

Organisée par l'Institut de la Méditerranée/FEMISE et le Cercle des économistes, cette journée a conclu la semaine économique de la Méditerranée débutée le 3 novembre. Devant le succès de cette manifestation se sont joints aux collectivités initiatrices, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Ville de Marseille, la Banque Mondiale via le Centre pour l'Intégration en Méditerranée de Marseille, l'Office de Coopération Economique pour la Méditerranée et l'Orient, la Banque Européenne d'Investissement et divers organismes particulièrement orientés vers la région euro-méditerranéenne, en particulier, le groupe interministériel 5+5 auprès du Premier ministre français, le Secrétariat Général de l'Union pour la Méditerranée.

La conférence s'est appuyée sur une étude réalisée par le FEMISE, à la demande de la BEI.

Tous les travaux menés sur la région méditerranéenne montrent que, certes, il y a de la croissance, mais une croissance très dépendante des conditions internes aux pays de la zone. Cette caractéristique touche toute la région, y compris la zone nord de la Méditerranée, avec des difficultés sur l'emploi (taux de chômage très élevés) en particulier chez les jeunes et des difficultés à faire participer ou à intégrer des pans entiers de la population. Compte tenu des difficultés pour les Etats à assurer la cohésion sociale, une économie sociale et solidaire s'est développée. Son but premier n'est pas le profit mais celui de remettre l'humain au cœur de l'économie. Les organismes concernés sont les coopératives, les mutuelles, les associations et les fondations.

Dans un pays comme la France on évalue à 10% du PIB le périmètre de ces activités qui occupent 2,5 millions de salariés (10% des emplois) et représentent 200.000 entreprises. Ces activités ont désormais un cadre législatif et un ministère leur est consacré. Les secteurs concernés sont pour l'essentiel l'action sociale, les activités financières et d'assurance, l'enseignement et la santé. En revanche, le commerce et l'industrie y sont très peu représentés.

9h00-9h30 / Accueil et ouverture :

Accueil :

- **Henry ROUX-ALEZAIS**, *Président de l'Institut de la Méditerranée*
- **Jean-Hervé LORENZI**, *Président du Cercle des économistes*

Ouverture :

- **Michel VAUZELLE**, *Président de la région Provence Alpes Côte d'Azur*
- **Jean-ROATTA** *député honoraire, représentant du maire de Marseille* **Jean-Claude GAUDIN**

9h30 / Session inaugurale :

Henry ROUX-ALEZAIS, *Président de l'Institut de la Méditerranée*, dans son allocution d'ouverture souligne l'intérêt de l'Economie Sociale et Solidaire pour l'ouverture politique qu'elle permet aux jeunes. Ce doit être un élément important du nouveau contrat social qu'il faut offrir à la jeunesse. Les grands axes moteurs d'une nouvelle stratégie qui repose sur son développement sont : la culture numérique, une révolution pédagogique indispensable qui doit être fondée sur le développement des compétences en complément des diplômes qui n'ont pas le même objet car ils doivent d'abord socialiser par le niveau acquis dans un complexe de savoirs, la créativité, le tout dans le cadre d'un grand dessein méditerranéen à destination de la jeunesse fondé sur un héritage historique et orienté sur l'innovation.

Michel VAUZELLE, *Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur*, souligne son bonheur à recevoir dans la villa Méditerranée qui est destinée, non pas à commémorer le passé, mais à penser l'avenir de la Méditerranée et de notre région. Il indique aussi la convergence qu'il y a entre les collectivités notamment, avec la ville, dans cette tâche. Par ailleurs, il souligne l'engagement de la région dans la coopération décentralisée et, notamment avec les régions de Kasserine en Tunisie et de Tanger au Maroc. Michel VAUZELLE fait part de son inquiétude au vu du déséquilibre de l'information entre les événements qui sont rapportés sur les dissensions, la violence de la guerre, par rapport aux questions de fond qui sont traitées dans le présent colloque. Cela crée une caricature de l'Islam à travers le terrorisme, qui défigure l'identité des pays arabes et une religion. Dans la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est un sujet de préoccupation car si cette défiguration persiste il y a un danger profond pour que le racisme se développe dans la République « La politique méditerranéenne n'est pas une politique étrangère, les pays du Maghreb ne sont pas nos voisins nous sommes en cohabitation avec eux. C'est en pensant à nous que nous devons coopérer avec les pays méditerranéens dans un esprit de cohabitation. Nous ne sommes pas non plus le club méditerranéen ce qui est une véritable injure que j'ai vivement ressentie ». C'est aussi le seul moyen de s'opposer à l'idée de califat qui est en train de se développer. « Et je considère que c'est bien que la France ait fait son devoir en liaison avec les américains, un peu seule néanmoins en Europe. L'armée et la sécurité sont désormais indispensables mais la troisième dimension que vous représentez la société civile est également indispensable ». « La première question posée lorsque je rencontre les wallis et mes correspondants est comment améliorer la formation professionnelle pour donner des emplois aux jeunes. C'est là que nous devons agir et la région qui a la compétence sur la formation professionnelle doit jouer un rôle central. Cette communauté de fait qu'est la Méditerranée n'est pas prise en compte. Le parlement méditerranéen ne peut pas fonctionner car il est écrasé par la masse des pays européens. Il y a évidemment le problème humain et les terrifiants événements auxquels on assiste presque tous les jours, il y a aussi la question de l'environnement qui est particulièrement exacerbée en Méditerranée. Quand la France va-t-elle se décider à prendre en mains la destinée de la Méditerranée avec les autres pays méditerranéens de l'Europe ? »

Jean ROATTA *député honoraire*, représente le Maire de Marseille **Jean-Claude GAUDIN** empêché. Il indique l'intérêt qu'il a trouvé à participer aux débats de la semaine économique et, en particulier, l'implication des jeunes. Jean ROATTA souligne que le Maire de Marseille

souhaite comme lui que Marseille devienne la capitale de la Méditerranée pour la France. Il regrette que les élus européens ne se soient pas davantage impliqués dans la semaine économique que nous concluons aujourd'hui. Il lit ensuite la déclaration de Jean-Claude GAUDIN qui souligne l'importance des institutions qui se sont localisées à Marseille depuis 2004 ; localisations qui ne sont pas étrangères à l'action de l'Institut de la Méditerranée : Banque Mondiale, CMI, Plan Bleu, OCEMO etc... L'économie sociale et solidaire, thème de ce colloque, représente un modèle qui permet de se réapproprier l'économie au travers d'un modèle de partage et de solidarité qui concerne en particulier les jeunes et les femmes. Il s'agit d'une démarche incontournable pour participer à la régulation d'une mondialisation qui nous bouscule tous. Il s'agit de plus en plus de lutter contre la pauvreté, la ségrégation, de pousser au développement durable. Avec ces nombreuses coopérations la ville de Marseille se bat pour la Méditerranée refuse la fatalité . « La sagesse ne laisse pas de place au mal »

Jean-Hervé LORENZI indique que le Cercle des Economistes coopère depuis 10 ans avec l'Institut de la Méditerranée pour ces rendez-vous. Nous avons joué un rôle innovateur dans les thèmes choisis qui sont devenus désormais les orientations futures. Il en est ainsi du thème de l'ESS qui, il y a dix ans aurait été considéré comme une vision utopique. Juste un chiffre, aujourd'hui, le système bancaire mutualiste et coopératif représente en Bretagne près de 95% des financements. La matinée dans les trois premières sessions on introduit l'ESS dans les débats sur les conditions actuelles de développement, en particulier macroéconomiques. L'après midi nous détaillerons les contours de l'ESS et finirons par une déclaration destinée aux décideurs politiques.

Thème de la Matinée

Les nouvelles perspectives de l'intégration régionale dans la région euro-méditerranéenne, quelles évolutions dans l'organisation ? Quel chemin retenir pour un développement ouvert et résilient dans des sociétés plus inclusives ? Application aux enjeux de la nouvelle « success story » tunisienne. Comment articuler les nécessités de la compétitivité économique avec les conditions de vie ?

9h30 -10h30 / La nouvelle donne de l'intégration de la région euro-méditerranéenne :

Introduction : Jean-Louis REIFFERS, Président du comité scientifique du FEMISE et de l'Institut de la Méditerranée

Modérateur : Serge MARTI, Ancien rédacteur en chef au « Monde », Président de l'Association des journalistes Economiques et Financiers (AJEF)

- **Sid-Ali BOUKRAMI**, Professeur des Universités, ancien Secrétaire d'État chargé des statistiques, Algérie
- **Philippe DE FONTAINE VIVE**, Président de l'OCEMO, Vice-Président de la Banque Européenne d'Investissement
- **Shantayanan DEVARAJAN**, Chef économiste de la région MENA à la Banque Mondiale
- **Mourad EZZINE**, Directeur du Centre pour l'Intégration en Méditerranée de Marseille
- **Nicolas SCHMIT**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie Sociale et Solidaire, Grand-Duché de Luxembourg
- **Delphine BORIONE**, Secrétaire Général Adjointe de l'Union pour la Méditerranée

Verbatim de la session

Jean-Louis REIFFERS, *Président du comité scientifique du FEMISE et de l'Institut de la Méditerranée*, intervenant en premier lieu pour introduire la session, pose la question : est-il encore utile de parler d'intégration en Méditerranée alors que partout se développe le bilatéralisme. Il pense que c'est plus urgent que jamais de parler d'intégration méditerranéenne car dans cette région où les échanges de marchandises, de capitaux et humains sont extrêmement concentrés, la diffusion des crises est exceptionnelle. Cette intégration est menacée par des tensions politiques et plus elle est menacée plus il faut s'en occuper. Or aujourd'hui, nos organismes financiers sont démunis car ils ont besoin de garanties nationales. Nous sommes dans le moment des compromis politiques et l'enjeu est de faire évoluer de façon sensible le modèle de développement car le « business as usual » ne peut pas répondre aux souhaits de la population. Je ne crois pas que l'on puisse faire le même modèle de développement économique si l'on veut penser un développement qui soit le dual économique du compromis politique en cours notamment dans des pays comme la Tunisie. Cela suppose de remettre à plat nos certitudes sur certaines formes de développement des échanges qui, bien que nécessaires, imposent d'importantes réallocations de ressources et dans certains cas participent de logiques clairement asymétriques. Il faut désormais penser également en termes de développement humain et de protection de l'environnement, ce qui suppose que les responsables du trade acceptent d'inviter à la table des négociations les personnes qui s'occupent de développement humain et de protection de la nature. Et ici la participation de la société civile est décisive. C'est à ce prix que nos modèles distributifs à bout de souffle seront progressivement complétés par des modèles plus inclusifs.

Serge MARTI, *Ancien rédacteur en chef au « Monde », Président de l'Association des journalistes Economiques et Financiers (AJEF)* souligne que intégration et inclusion sont le fil directeur de cette journée. Il faut les deux ensembles et une animation par la société civile. Avec Barcelone on a mis en place un processus régional qui semble bien essoufflé aujourd'hui. Comment revivifier ce processus et comment faire en sorte que la Méditerranée retrouve une plus grande unité et réponde à certaines des grandes questions qui agitent le monde aujourd'hui ?

Delphine BORIONE, *Secrétaire Général Adjointe de l'Union pour la Méditerranée* veut faire quatre réflexions liminaires : la centralité de la Méditerranée et l'exemple de réussite qu'elle doit offrir, la faiblesse de l'intégration (plus de 90% des échanges se font entre pays européens vs. 1% entre pays méditerranéens), les problèmes majeurs d'emplois qui touchent la jeunesse, l'importance de l'économie sociale et solidaire qui veut se centrer sur ces problèmes et qui doit se développer. L'Union pour la Méditerranée s'occupe de ces questions et est présente partout. Dans son mandat il y a les grands projets régionaux mais aussi de plus en plus de questions qui concernent, l'emploi, la jeunesse, les femmes. Son fonctionnement est à géométrie variable et repose sur un principe d'appropriation. Il s'agit de mener certes des projets mais d'influer sur les politiques publiques. En termes de projets elle cite MedNouvelle chance centré sur les jeunes au chômage, l'environnement, le renforcement des femmes notamment. L'UPM joue le rôle de plate forme régionale qui rassemble les grandes organisations internationales, le monde économique, la société civile, les collectivités

territoriales. Il faut s'engager pour que la Méditerranée soit plus au cœur des politiques. Cela doit conduire à travailler ensemble et à coopérer.

Sid-Ali BOUKRAMI, *Professeur des Universités, ancien Secrétaire d'État chargé des statistiques et du plan en Algérie*, se réjouit des signes précurseurs qui apparaissent en Tunisie et qui auront des conséquences sur la région. Il désire parler d'énergie car la question énergétique est une question centrale dans la zone. La faible croissance actuelle de la zone euro interpelle particulièrement l'Algérie. L'Algérie est très inquiète car elle importe d'Europe à peu près 60% du total de ses importations. Or, elle voit baisser de façon considérable ses exportations d'hydrocarbures en volume et en prix. Il y a 20 milliards de m3 qui ne sont pas utilisés. Les gazoducs représentent 53 milliard de M3 et là encore seulement 30 milliards sont mobilisés. L'absence de politique énergétique européenne qui laisse encore se développer les centrales à charbon a des répercussions énormes aujourd'hui dans un contexte de faible croissance. L'intégration nécessite que l'Europe qui a largement bénéficié par le passé du marché algérien pour ses exportations de produits et services et d'une garantie d'approvisionnement stable en prix et en volume pour ses importations de gaz doit repenser sa politique énergétique dans un contexte plus large qui devrait inclure l'Algérie.

Shantayanan DEVARAJAN, *Chef économiste de la région MENA à la Banque Mondiale* considère que la question de l'intégration régionale et du développement de la région est décisif. L'objectif de l'intégration est l'emploi des jeunes. On a essayé de le promouvoir avec le libre-échange, et le constat est que nous n'avons pas réussi. La question est de se demander ce qui s'est passé. Son opinion est que nous n'avons pas pratiqué assez le libre-échange, que c'est donc l'inverse qui s'est produit, parce que ses effets positifs ont été contrebalancés par des captations de rentes. Par exemple en Tunisie, la famille de l'ancien Président détenait plusieurs secteurs qui ont été favorisés. Les membres du clan Ben Ali détenaient des activités représentant 1 à 2% PIB, 3% de l'emploi, mais 20% des profits avec un contrôle des secteurs transports, télécoms, finances avec des prix très élevés. Le problème n'est donc pas le libre-échange mais les liens entre pouvoirs politiques et pouvoirs économiques. C'est la captation des rentes qui est le problème, il faut insérer de la concurrence et le libre-échange mené correctement participe de la solution.

Mourad EZZINE, *Directeur du Centre pour l'Intégration en Méditerranée de Marseille (CMI)*, se présente comme le porte parole d'un groupe de 20 personnes qui ont travaillé sur l'intégration. Il y a bien une capture de la richesse selon lui, même après la révolution tunisienne. Il y avait des dynamiques qui annonçaient le changement, les principales, sont l'éducation, l'urbanisation et les TIC. Cette crise n'est pas conjoncturelle. Il y a une dynamique nouvelle qui va se mettre en place. Dans le groupe concerné nous avons réfléchi pas seulement en termes économiques et sociaux. Nous avons parlé de religion, de démocratie, de système de valeurs. Je note qu'en Europe l'on a peu réfléchi à ces questions nous concernant. Notre rapport repose sur quatre propositions : la première, est une reconsidération des chaînes de valeurs, dans une perspective de coproduction, y compris dans les services, la seconde, est le soutien au monde rural (qui représente entre 30% en Tunisie et 50% en Egypte) où se concentrent toutes les causes d'exclusion, la troisième, est le soutien de l'économie de la connaissance et un problème de qualité de l'éducation qui commence bien avant l'enseignement supérieur, enfin c'est la mobilité des personnes indispensable pour créer

de nouvelles relations, il ne s'agit pas de plaider pour l'immigration mais de permettre aux gens qui sont en Europe (en particulier la diaspora) de pouvoir participer légalement au développement du Sud ce qui suppose, notamment, que les droits acquis dans un pays soient transférables.

Nicolas SCHMIT, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie Sociale et Solidaire, Grand-Duché de Luxembourg*. La faible croissance actuelle en Europe inquiète les pays du sud comme les pays du Nord. Le principal problème est le chômage des jeunes avec une fracture qui sépare le Nord et le Sud et qui empêche de progresser dans l'intégration entre le Nord et le Sud. Les printemps arabes ont été portés par des jeunes et l'Europe avec ses partenaires doit trouver des solutions. On a mis en place en Europe une garantie pour la jeunesse, six milliards ont été prévus, mais si en bout de course l'emploi n'est pas là ce programme n'aura pas les effets désirés. Les ministres du travail européens doivent se mettre ensemble avec les pays du Sud pour apporter des solutions. Beaucoup de jeunes de la rive méditerranéenne de l'Europe, en Espagne notamment, ne voient aujourd'hui leur avenir que dans les pays du Nord de l'Europe. Une mobilité bien encadrée doit se développer. Mais le plus important est la formation. Le plan Junker de 300 milliards d'euros d'investissements (qui représente moins de 1% du PIB de l'Europe) devrait aussi contribuer à développer l'éducation et la formation et pas seulement faire des autoroutes. Il va mettre la présidence luxembourgeoise de l'Europe sous la bannière « investir dans les hommes et les femmes » et nous sommes en train de réfléchir à une initiative qui concernera la jeunesse des pays méditerranéens

Philippe DE FONTAINE VIVE, *Président de l'OCEMO, Vice-Président de la Banque Européenne d'Investissement* souligne l'importance des deux notions que les révolutions ont mise en exergue l'idée de nation et l'idée d'intégration. Les exemples de la Turquie et d'Israël sont là pour montrer que la consolidation nationale est désormais le préalable à l'intégration plutôt que le cosmopolitisme individualiste. L'UE s'est construite à partir d'identités nationales fortes qui ont choisi de collaborer. Dans l'esprit de l'ESS, la BEI a lancé des opérations de microcrédits qui créent de la valeur et de l'emploi, des opérations visant à aider les créateurs d'entreprises ce qui devrait permettre un rapport équilibré avec les pays européens. C'est en armant les pays méditerranéens en talents et en dispositifs permettant une consolidation des états nations que nous pourrons le mieux progresser vers l'intégration. Les montants mobilisés par la BEI sont en augmentation en Méditerranée. Il considère que l'idée luxembourgeoise de donner un contenu réel original à la coopération est une grande idée qui doit être soutenue.

10h30 – 11h30 / Les enjeux d'une « success story »: le cas de la Tunisie

Introduction : Jean Hervé LORENZI, Président du Cercle des économistes

Modérateur : Emmanuel CUGNY, France info

- **Chedli AYARI**, Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie,
- **Abdel Hakim BENHAMMOUDA**, Ministre de l'Economie et des Finances, Tunisie
- **Kamel BEN NACEUR**, Ministre de l'Industrie de l'Energie et des Mines, Tunisie
- **Raphael BELLO**, Administrateur, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)

- **Sandrine GAUDIN**, Chef du service des affaires bilatérales et de l'internationalisation des entreprises auprès de la direction générale du Trésor, France.
- **François GOUYETTE**, Ambassadeur de France en Tunisie
- **Sami MOULEY**, Professeur à l'Université El Manar, Secrétaire Général de l'Institut de la Méditerranée à Tunis

Emmanuel CUGNY, *modérateur*, après avoir présenté les participants donne la parole à **Jean-Hervé LORENZI** pour l'introduction. Celui-ci déclare être très impressionné par la résilience de la Tunisie compte tenu de la chute observée en 2011. Il y a deux succès très nets qu'il tient à souligner : le premier est lié à une politique monétaire très habile, qui a consisté à donner de la liquidité pour maintenir le système bancaire à flot, le second, est d'avoir su, ensuite, réguler pour éviter l'inflation. Il note que cette politique a permis un maintien de la consommation intérieure qui a permis la reprise malgré une augmentation des déficits. Cependant, ce dispositif qui est très tourné sur la consommation souffre de taux de croissance des investissements insuffisants. Par ailleurs, si le climat d'affaires est apaisé des déséquilibres sociaux potentiels encore importants demeurent. Et ici l'ESS est majeure et doit être accompagnée financièrement.

Akim BENHAMOUDA, *Ministre de l'Economie et des Finances de Tunisie*, répondant à la question du modérateur « comment voyez vous le développement tunisien dans l'avenir » ? se propose de répondre à deux questions : Où en est la Tunisie ? Quels sont les défis dans l'avenir ? Après la période d'effervescence en 2011, est survenue la période de transition qui a conduit en 2013 à une situation difficile sur les plans politique, économique et sécuritaire. Le cap que s'est fixé le gouvernement technique en 2014 a été d'éviter la dérive sur ces trois aspects. Sur le plan politique, les résultats des élections ont été respectés ce qui a été un signe de démocratie. Sur le plan économique, le défi était énorme. Si la situation avait continué à dériver on serait aujourd'hui avec un déficit budgétaire de 10% du PIB, l'objectif a été de ramener ce déficit à moins de 5%. Mais nous n'avons pas voulu avoir d'austérité, c'est pour cela que l'on a choisi une politique non conventionnelle ciblant des actions progressives tout en contrôlant les coûts. Pour ce qui concerne les deux dernières questions, l'évolution a été manifestement favorable : une démocratie apaisée a pu être installée, la transition vers un modèle économique plus inclusif installée, un nouveau contrat social est en train d'être élaboré. Je dois signaler que la communauté internationale nous a offert un soutien sans faille, mais je pense, cependant, que compte tenu de l'importance d'un succès en Tunisie comme exemple, bien qu'elle ait fait beaucoup elle doit faire plus.

Chedli AYARI, *Gouverneur de la BCT*, interrogé par le modérateur sur les points qu'il conviendrait de cibler, indique que dans l'axe du rapport qu'a réalisé l'Institut de la Méditerranée Tunis sur « Un programme de reconstruction et de développement de l'économie tunisienne » tout dépendra, d'abord, des conditions qui permettront de mettre en œuvre une vision de long terme. Le problème aujourd'hui pour la Tunisie est que l'on a basculé dans une nouvelle constitution avec un gouvernement qui n'a pas d'agenda politique, et ce, dans le contexte d'un processus électoral en cours. Le 24 novembre de nouveaux députés seront élus, une élection présidentielle suivra et en février il y aura un nouveau gouvernement qui devra concevoir une nouvelle Tunisie. Il faut bien comprendre que tout se

jouera autour de trois pôles de gouvernement avec la Casbah : le Président de la République à Carthage, le parlement au Prado, la responsabilité monétaire avec la BCT. Chedli AYARI considère qu'il y a quatre conditions pour que cela marche : 1) rester ouverts sur le monde ce qui n'est pas forcément évident, 2) faire les réformes de structures indispensables 3) proposer et faire accepter une vision pour l'avenir, et donc sortir du court-termisme. Le document qui a été préparé sera remis vers fin novembre et repose sur l'idée de développer une économie sociale solidaire ouverte et en croissance. Mais, tout cela est aujourd'hui aléatoire et tout peut basculer dans le mauvais sens. Nos partenaires internationaux doivent traiter la Tunisie comme un question stratégique et pas comme un pays du tiers monde. Le rôle de la Banque Centrale doit être de veiller à ce que ce basculement vers un nouveau modèle soit rationnel et, pour cela, nous aurons besoin du soutien de l'IM Marseille et de l'IM Tunis.

Kamel BEN NACEUR, *Ministre de l'Industrie de l'Energie et des Mines, Tunisie* fait trois constats sur son domaine de compétence : une inadéquation de la politique industrielle de la Tunisie, un considérable gaspillage d'énergie, un dutch disease qui fait que le développement des ressources naturelles affecte l'industrie, une inefficacité de l'utilisation de l'énergie. Dans l'industrie, il faut monter dans la gamme de valeurs, cela implique une infrastructure de qualité, notamment de développer des zones industrielles (de 34 aujourd'hui, on passera à 100 grâce à la coopération), il faut aussi développer les TIC qui étaient comme l'a dit le représentant de la Banque Mondiale, un secteur captif, renforcer la Tunisie digitale de façon transparente, développer l'accompagnement des entrepreneurs. Le constat est que l'on n'est pas bons de ce point de vue : sur 100 projets ou idées de projets 6 seulement sont développés et trois subsistent trois ans après. Donc, 1,5 % des 100 projets débouchent sur une activité. L'élément central est le soutien des banques qui fait grandement défaut. Ensuite, les entreprises tunisiennes n'innovent pas assez. Si le système de formation est correct, il n'y a pas un continuum suffisant avec les entreprises. Le second point est l'énergie qui évolue en énorme gaspillage. Depuis 2010 on a multiplié par six les subventions. C'est la raison pour laquelle une stratégie de transition énergétique a été définie, et, aujourd'hui, l'on regarde les options avec les régions et les industriels. On a pu ainsi obtenir de bons résultats en termes d'efficacité énergétique car la subvention énergétique a été divisée par deux en deux ans. Enfin, nous avons prévu que le secteur des énergies renouvelables devrait représenter à terme 30% du mix énergétique. Pour les mines une multiplication par trois des emplois a conduit à une diminution de la production par trois, la productivité s'est donc effondrée (divisée par 9) !.

Sami MOULEY, *Professeur à l'Université El Manar, Secrétaire Général de l'Institut de la Méditerranée à Tunis* en réponse à la demande de Emmanuel CUGNY sur le contenu du rapport qu'il a coordonné tient d'abord à remercier l'ambassade de France en Tunisie et la direction du Trésor français qui ont permis la réalisation de ce travail sur la reconstruction de l'économie tunisienne. L'équipe qui l'a réalisé regroupe des intellectuels d'horizons politiques très divers car l'objectif était de se tenir en retrait des débats politiques en cours. La Tunisie n'a pas aujourd'hui de programme de développement à moyen terme car ce qui est fait ce sont des budgets économiques successifs. Ce rapport comporte des réponses aux questions suivantes : quelles sont les contraintes majeures pour l'emploi, quelles sont les contraintes structurelles par secteurs, quelles sont les réformes nécessaires ? Quel type d'ouverture internationale ? Quel rôle pour l'économie de la connaissance et l'ESS ? Le

rapport se termine par une prévision à moyen terme des principales variables économiques. Parmi les points à souligner qui doivent pousser à augmenter un taux d'investissement insuffisant, on ne peut qu'être surpris par les conditions faites aujourd'hui à l'investissement national et étranger. Par ex. on ferme actuellement le marché obligataire tunisien aux étrangers, alors que, par ailleurs, ils amènent des capitaux indispensables ; autre question centrale, comment lever les obstacles qui font que la bourse des valeurs ne se développe pas ? Pourquoi le taux d'investissement s'est-il limité à 15% ? Quelles sont les réformes du système financier nécessaires ? Il conclut en indiquant que le scénario le plus envisageable est un scénario où l'investissement privé est deux fois et demie plus fort au bout de 4 ans, ce qui donnera 4,8% de croissance du PIB tunisien alors que certains promettent demain matin 5% ce qui est totalement impossible si l'on veut maintenir les grands équilibres macroéconomiques.

Raphael BELLO, *Administrateur, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)* indique que la BERD est là pour soutenir une politique de développement et la demande du secteur privé. La BERD nouvel acteur sur la zone depuis trois ans, veut accompagner la transition. Elle doit répondre aux défaillances de gouvernance et à diverses défaillances de marché en particulier du système bancaire. En Tunisie, son rythme d'intervention est de 130/150 millions d'euros par an pour une douzaine de projets. On choisit des projets significatifs et de coopération technique destinés à aider les autorités. Quatre axes sont privilégiés : la restructuration bancaire, nécessaire compte tenu de l'insuffisance de liquidités et de crédits bancaires, l'appui aux PME avec des financements qui passent par les banques et en capital, la mise en place d'innovations financières (factoring, leasing, export finance), l'accompagnement des infrastructures énergétiques notamment, l'économie du savoir dans l'électronique, les TIC, l'automobile et l'aéronautique. Ce qui doit conduire à de nouvelles étapes pour faire de la fertilisation croisée entre éducation/recherche, entreprises, pouvoirs publics, banques.

Sandrine GAUDIN, *Chef du service des affaires bilatérales et de l'internationalisation des entreprises auprès de la direction générale du Trésor, France*. Interrogée sur la question de savoir s'il y a eu un changement depuis la réunion des amis de la Tunisie du 8 septembre, réunion à laquelle participaient le Premier Ministre français, Manuel Valls et le Ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, Sandrine Gaudin, souligne que cet événement va au delà d'une manifestation d'amitié car elle est un signe de confiance. Les ingrédients du succès sont manifestement là mais nécessitent un certain nombre de conditions pour se matérialiser. Il faut principalement une véritable mobilisation nationale et une appropriation autour d'une nouvelle politique de développement. On doit noter qu'à l'occasion de cette réunion une vingtaine de projets détaillés ont été proposés. Il faut un soutien politique majeur pour aller plus loin ce qui était le cas à cette conférence, un soutien financier est également nécessaire et il y a de l'argent, mais ce n'est pas suffisant. Il faut un accompagnement d'assistance technique dans un cadre partenarial. Un exemple bilatéral que je souhaite citer est l'alliance en matière de développement du numérique : 50 projets sont prévus et 35 ont d'ores et déjà été mis en oeuvre.

François GOUYETTE, *Ambassadeur de France en Tunisie*, interrogé sur la perception de la communauté française en Tunisie souligne que le sentiment des autorités françaises est

optimiste et l'a toujours été. Il s'agit d'un optimisme raisonné car l'évolution des environnements aujourd'hui instable est prioritaire notamment en matière sécuritaire. Mais la Tunisie bénéficie d'un soutien déterminé de la France. Il est rarissime qu'un Pt. Français ait fait deux déplacements en Tunisie. La France a annoncé un demi milliard d'engagement. En 2013 le plafond des interventions de l'AFD a été rehaussé à 130 millions euros /an. Mais le sujet est aussi régional, et je répète qu'il est largement tributaire des questions de sécurité.

11h30 – 12h30 / Un impératif : mettre en place un modèle de développement résilient et inclusif

Introduction : Jean-Paul de GAUDEMAR, Conseiller spécial de la Secrétaire d'Etat de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Modérateur : Emmanuel CUGNY, France info

- **Mohamed CHAFIKI**, Directeur des études et des prévisions financières au Ministère de l'Economie et des Finances du Maroc
- **Gilbert DOUMI**, *Directeur de Beyond and Development Beyrouth*
- **Jean-Louis GUIGOU**, Délégué Général d'IPEMED
- **Henri MALOSSE**, Président du Conseil Economique et Social européen
- **Bernard MOREL**, Président de l'établissement public Euroméditerranée

Verbatim de la session

Jean-Paul de GAUDEMAR, *Conseiller spécial de la Secrétaire d'Etat de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en France*, introduit la table ronde centrée sur une double exigence du modèle de développement qui doit être à la fois résilient et inclusif. Résilient signifie mettre en place une économie qui échappe à diverses formes de vulnérabilité due à des chocs internes et externes. La résilience implique de renforcer des structures existantes ancrées dans un long cheminement historique. La façon, par exemple, dont dans de nombreux contextes on voit évoquer l'économie de la connaissance, suscite la crainte que ce genre d'orientation mal régulée et pas assez progressive risque de fragiliser des réseaux établis. Il ne faut pas qu'une marche trop rapide désertifie et détruise les systèmes existants. Quant à l'inclusion qui est une magnifique ambition qui essaie d'échapper à des modèles de développement rentiers au profit d'une élite, elle est désormais un impératif. La question éducative est évidemment au cœur de cette ambition, en particulier dans son rôle pour procurer les apprentissages fondamentaux. Aucun pays du monde méditerranéen et du Moyen orient n'échappe à cette question là. Répondre à cette question, c'est offrir une ambition à la jeunesse. Il faut développer la qualité de l'éducation de base et un système de formation professionnelle qui réponde aux besoins d'emplois. Tout l'enjeu est que les systèmes éducatifs et de formation en Méditerranée soient capables de satisfaire aux trois objectifs qui les fondent de manière coordonnée, à savoir, le développement de la personne, la socialisation et l'employabilité. Dans la Méditerranée la situation est paradoxale dans la mesure où l'effort quantitatif considérable qui a été fait s'est accompagné de faiblesses qualitatives patentées, ce qui a produit des distorsions considérables avec les besoins.

Mohamed CHAFIKI, *Directeur des études et des prévisions financières au ministère de l'Economie et des Finances du Maroc*, souligne le côté solide de la croissance marocaine de ces dernières années qui avoisine les 5% par an. Cette croissance a manifestement bénéficié

du partenariat avancé avec l'Europe. Cependant, il lui paraît clair que la politique méditerranéenne doit être redéfinie car les changements que nous voyons ces dernières années montrent que la question du développement doit rejoindre la question de l'intégration. Il s'agit d'une importante difficulté car la Méditerranée dans son ensemble est à la marge du développement mondial et ne sait pas s'adapter aux recettes proposées, notamment, par le consensus de Washington et le partenariat de Deauville. Ce qu'attend le monde c'est que la Méditerranée propose un modèle intégrateur nouveau au Nord et au Sud. La Méditerranée est une plaque tectonique fragilisée par la situation au Sud. Tanger est un bon exemple des prémices d'une nouvelle histoire. Je veux aussi rappeler qu'une bonne partie des infrastructures de Tanger a été financée par les télécoms. Les possibilités de croissance sont aussi en Afrique et pas intégrées à ce jour dans la vision de l'Europe. Depuis des années nous avons participé ensemble à la réflexion mais, désormais, c'est l'heure des choix. Il ne faut pas déstabiliser les Etats nations, il faut les consolider et penser en termes régionaux et pas seulement bilatéraux. Internet a connu un formidable développement mais doit être mieux utilisé notamment en augmentant la contribution des femmes. Comme coordinateur Sud du programme MedNC, je pense que nous devons multiplier ce genre d'opérations, Il en est de même de l'expérience de budgets genre au Maroc qu'il faut généraliser. Nous avons besoin de choix plus clairs, à la hauteur des enjeux, alors que nous sommes encore dans les hésitations.

Gilbert DOUMI, *Directeur Général de Beyond and Development Beyrouth*, est interrogé sur les projets concrets qu'il conduit. L'hypothèse de base est que l'entrepreneuriat social est un élément de consolidation important. Pour utiliser ce concept, les conditions lui paraissent les suivantes : 1) il faut promouvoir une culture d'entrepreneuriat social par l'éducation ; c'est ainsi qu'un premier master en entrepreneuriat social a été mis en place en Tunisie et un autre au Liban à l'université St Joseph, 2) il faut développer des structures de services de soutien à l'entrepreneuriat social, incubateurs, conseil, coaching, dans un écosystème régionalisé, 3) il faut réunir les moyens financiers, en tenant compte de la difficulté à utiliser les mécanismes des banques classiques. Il cite à cet égard, un projet pilote qui consiste à transformer les budgets de responsabilité sociale des entreprises au travers de fonds investis dans l'ESS. Mais tout cela ne peut se développer s'il n'y a pas une bonne gouvernance et une véritable légalisation de l'entrepreneuriat social avec des incitations fiscales.

Jean-Louis GUIGOU, *Délégué Général d'IPEMED*, pense nécessaire d'insérer le territoire dans l'objectif d'un développement inclusif. Il y a quatre niveaux de réflexion selon lui. Le premier niveau, est un niveau intercontinental, les européens ont imaginé la politique de voisinage dans laquelle, l'Europe en croissance devait tirer la région, et les pays méditerranéens étaient considérés comme des voisins, le Sud est considéré comme un espace périphérique, chose qui ne plaisait pas aux pays concernés. Pour eux, la Méditerranée n'est pas le cul de sac de l'Europe, la Méditerranée est plus que cela, elle doit être considérée comme faisant partie de la même communauté. La deuxième idée concerne le lien avec le continent africain. On ne peut pas imaginer le développement du Maghreb sans développer le Sahel. Avec son expérience à la Datar les relations Nord-Sud se développent avec le capital. Et de ce point de vue le Sahel doit être pris en considération. Il existe des expériences dans l'agro-alimentaire où des produits semi-transformés sont livrés au travers du désert en Afrique. Il faut donc imaginer un plan d'aménagement du Sahel et des facilités de transport (à cet égard l'Algérie envisage de mettre en place une ligne de chemin de fer traversant le

désert). Il en est de même sur l'électricité. Il y a enfin le développement local. L'idée générale est que les frontières anciennes sont contestées, y compris en Europe. Est-ce que le système d'organisation fédéral n'est pas une solution dans certains pays qui permettrait une meilleure inclusion et offrirait des solutions aux turbulences actuelles ?

Henry MALOSSE, *Président du Conseil Economique et Social européen*, affirme « nous, notre ennemi c'est la pauvreté. » Le radicalisme se nourrit de la pauvreté. C'est pourquoi le CES s'intéresse aux jeunes et aux femmes. La question de l'inclusion des femmes se pose partout. Le CES travaille avec ses partenaires, notamment avec le Gouvernement algérien pour améliorer le cadre juridique des associations. Il pense que les accords commerciaux ne sont pas l'alpha et l'omega et que c'est la coopération qui est nécessaire. Ce qui est inquiétant en Europe c'est le développement de la fracture Nord-Sud et que c'est bien au niveau politique que la question pourra être résolue. Il faut désormais parler de communauté en utilisant les corps intermédiaires qui sont un élément central pour la participation et pas assez consultés.

Bernard MOREL, *Président de l'établissement public Euroméditerranée* est interrogé sur la façon dont la région conçoit la coopération. Il souligne qu'en PACA, l'ESS a été intégré dans la vision générale. C'est pourquoi des outils d'aide et de financement ont été développés. Il faudra, selon lui, développer la coopération de façon que l'économie et l'économie sociale et solidaire soient inter-reliées. Il insiste également sur l'intérêt d'expériences telles qu'Alexandrie où un groupe qui avait obtenu le marché des déchets a révisé son modèle de traitement (qui mettait au chômage une quantité importante de petits opérateurs) en reconvertissant des chiffonniers en trieurs. Cet exemple pour bien signifier que l'ESS doit être une économie rentable fondée sur des entreprises qui ont à cœur de consolider l'espace social.

12h30 – 14h00 Déjeuner

14h00 – 15h00 / Le potentiel de l'Economie Sociale et Solidaire pour traiter les questions sociétales dans les Pays Méditerranéens

Quel rôle peut jouer l'ESS dans les Pays Méditerranéens ?

L'ESS a de l'importance pour ces pays car elle peut leur permettre de penser l'économie autrement et de proposer un mode de développement socio-économique qui sera à la fois durable, démocratique et solidaire.

Plusieurs points seront développés :

- *Premièrement, l'ESS est un important vecteur du développement économie, notamment en faveur des femmes*
- *Deuxièmement, la contribution de l'ESS peut être déterminante car elle est fondée sur le développement territorial et la proximité*
- *Troisièmement, l'ESS est une réponse au manque de diversification économique. On retrouve l'ESS sous plusieurs formes et dans tous les secteurs*
- *Quatrièmement, son modèle et ses principes d'entreprise non lucrative (rémunération du capital limitée, excédents mis en réserve etc.) signifient une moindre recherche de rentabilité de court terme, une faible exposition aux tractations des marchés financiers*

Enfin, le contenu des structures de l'économie sociale (assemblée, élection, participation) est une école de « valeurs participatives », une alternative supplémentaire aux modèles dans les pays méditerranéens.

Introduction : Marc **POUZET**, Président de la Caisse Régionale Provence Alpes du Crédit Agricole

Modérateur : Olivier **MAZEROLLE**, La Provence

- **Ahmed AÏT HADDOUT**, Président du réseau marocain d'économie sociale et solidaire
- **Jean-Louis BANCEL**, Président du Crédit Coopératif
- **Ada BAZAN**, Coordinatrice internationale du réseau Quartiers du monde au Maroc
- **Ali Riadh BOUSSOFORA**, Président du réseau des associations de l'économie sociale en Tunisie
- **Philippe CICHOWLAZ**, Directeur général adjoint aux Relations Internationales de Région Provence Alpes Côte d'Azur
- **Rodérick EGAL**, Président d'iesMed, SCEL, Innovation et économie sociale en Méditerranée
- **Abdelkader ZOUKH**, Wali d'Alger

Verbatim de la session

Après avoir souligné le retard accumulé Mr. **Olivier MAZEROLLE**, *modérateur* demande un effort sur le temps de parole et indique que l'économie sociale et solidaire bien que considérée souvent comme un élément marginal dans l'imaginaire collectif est désormais en plein développement. C'est ce développement et ses fondements qu'il souhaite voir présentés aujourd'hui.

Marc POUZET, *Président de la Caisse Régionale Provence Alpes du Crédit Agricole, chargé de l'introduction*, souligne que dans la culture latine et méditerranéenne, la notion de partage est déterminante. Il indique que l'un des points forts de l'ESS est de permettre aux gens de réaliser leurs projets. Dans le modèle coopératif la finalité est la réussite qui repose sur trois fondements : la proximité, la performance économique, la solidarité avec le partage des résultats. C'est pour cela que le modèle coopératif est un modèle d'une modernité insolente car il permet aux individus de réaliser leurs projets.

Jean-Louis BANCEL, Président du Crédit Coopératif (qui a 121 d'existence né du monde des coopératives de travailleurs qui ne pouvaient avoir accès aux banques) souligne que l'ESS est l'application du principe qu'il convient de s'aider soi-même donc de refuser la fatalité par un engagement collectif « on va vers d'autres par des relations contractuelles pour agir ». En Méditerranée il existe une vision passéiste de l'ESS. Le fondement est que l'économie sociale n'est ni une économie d'assistanat ni une économie contrôlée à la collectiviste. C'est une économie de liberté qui valorise le travail et est économe en moyens financiers. Il faut donc impliquer les gens et valoriser leur travail. A la question des projets qui concernent les pays méditerranéens l'intervenant souligne notamment le programme MEDES lancé avec la Macif a pu vérifier qu'en Tunisie de nombreux jeunes avaient envie de faire des projets. Mais la grande lacune, selon lui, est l'accompagnement technique des projets. Le Pt BANCEL souligne qu'il y a de l'argent disponible.

Mme **Ada BAZAN**, coordinatrice internationale du réseau Quartiers du monde au Maroc association qui encourage les échanges culturels souligne qu'il existe deux réseaux, un réseau de jeunes et un réseau de femmes. Elle travaille avec les femmes des quartiers populaires qui à plus de 50% sont analphabètes, ont peu de moyens, mais toutes les femmes du réseau produisent. Cependant, elles ont du mal à commercialiser et travaillent un grand nombre

d'heures. L'ESS doit leur permettre de se renforcer de prendre les décisions pour leur vie. Elle indique que deux expérimentations existent l'une à Paris, l'autre au Maroc et qu'il faut développer leur capacité à renforcer leur culture notamment juridique, leur accès à la santé, leur mobilité etc...

Abdelkader ZOUKH, *Wali d'Alger* en réponse à la question comment l'Etat voit l'ESS en Algérie, indique la création d'une agence nationale sur l'emploi des jeunes et l'économie sociale et solidaire et se centre sur la création de micro entreprises. Près de 100.000 entreprises et un grand nombre d'emplois ont pu être ainsi créés.

Ali Riadh BOUSSOFORA, *Président du réseau des associations de l'économie sociale en Tunisie*, souligne que la révolution tunisienne a poussé à la prise en compte des inégalités, notamment régionales, l'ESS joue dans les trois secteurs primaire, secondaire et tertiaire. On est passé de 9000 à 17 000 associations en trois ans depuis la révolution. Malheureusement ces associations ne sont pas encore juridiquement consolidées. Elles demandent aussi des compétences nouvelles et des moyens financiers. Il parle également du réseau jeunes qu'il préside qui est sur trois sites. Mais il manque en Tunisie une loi sur l'économie sociale et un observatoire qui pourrait permettre d'opérer un suivi statistique. Enfin, il y a un manque de reconnaissance de cette activité dans les enseignements.

Ahmed AÏT HADDOUT, *Président du réseau marocain d'économie sociale et solidaire*. Le réseau marocain d'ESS regroupe une cinquantaine d'organisations au Maroc et dans d'autres pays. Une concertation a été menée avec des opérateurs publics et non gouvernementaux notamment au niveau méditerranéen. Les cibles sont les femmes, les jeunes et les territoires enclavés. Ils développent des partenariats avec les ONG internationales de façon à former des animateurs territoriaux (en particulier la commune), le deuxième métier concerne le métier d'entrepreneur et, en particulier, la constitution de coopératives. Il existe une ministre à l'ESS au Maroc. Trois domaines sont visés : la couverture sociale et la prévention sociale, la formation et la mobilisation de la petite épargne à partir des associations villageoises. Il faut noter la mise en place de coopératives de services conduites par des jeunes pour aider les communautés villageoises.

Michèle TREGAN, *Vice-Présidente*, conseillère régionale à l'emploi et à l'économie sociale et solidaire en PACA. Souligne l'importance de l'ESS pour voir l'économie autrement. Dans le Conseil Régional on a désormais intégré l'ESS dans l'économie et non pas à part comme c'était le cas auparavant. La dimension choisie est une dimension inclusive au sens où l'entrepreneuriat social est désormais un objectif central. La démarche actuelle est l'inscription dans les territoires de l'ESS avec des contrats locaux ce qui suppose un engagement des pouvoirs politiques concernés. Par ailleurs, l'enjeu est de consolider l'ESS dans les diverses filières en liaison avec les entreprises, les représentants syndicaux etc. Sur le plan de la Méditerranée Michèle TREGAN indique ce qui est fait par la région PACA en coopération avec la région Tanger-Tétouan.

Mr Rodéric EGAL, *Président d'iesMed, SCEL, Innovation et économie sociale en Méditerranée* félicite le Femise et la BEI pour avoir pris un tour d'avance en promouvant l'ESS au niveau méditerranéen. IESMED cherche à répondre aux besoins en occupant à terme l'espace meso entre la grande économie et le local social à partir de programmes décisifs mais difficiles à financer. Ceux-ci veulent avancer sur la réglementation très en retard, les moyens financiers, la formation. Il souligne notamment l'intérêt des nouveaux programmes européens

qui vont permettre de développer des plateformes pour travailler sur des projets concrets.

15h00 – 16h15 / Quel accompagnement et quel financement de l'Economie Sociale et Solidaire dans les Pays Méditerranéens ?

Comment développer cette économie ?

Le rôle des organismes financiers locaux et internationaux est décisif comme celui des bailleurs de fonds internationaux et de la coopération financière dans l'Euromed. Les institutions financières internationales peuvent appuyer le développement de l'ESS, par une action de long terme suivant 3 axes prioritaires :

- *un axe d'appui aux politiques publiques pour construire un cadre adapté,*
- *un axe accompagnement pour sensibiliser et renforcer les capacités des porteurs de projet*
- *un axe de financement pour assurer la concrétisation des projets.*

Différents moyens d'intervention à discuter existent, via notamment l'innovation financière, comme, par exemple :

- *La création, dans chacun des pays concernés, d'une «Banque Éthique»*
- *La généralisation des «contrats d'apports» et des prêts participatifs aux structures de l'ESS*
- *Le développement de dispositifs locaux d'accompagnement à la structuration des acteurs de l'ESS*
- *Le lancement d'une initiative prototype «Social Impact in Med», la création d'une plateforme d'ingénierie de projets*

Introduction : André CARTAPANIS, Professeur à Sciences Po Aix, Cercle des économistes

Modérateur : Philippe MABILLE, La Tribune

- **Bruno CASALAN** : Responsable du développement international du réseau initiative
- **Ahmed El KARM**, Président directeur général de l'Amen Bank en Tunisie
- **Tarik GHEZALI**, Spécialiste économie sociale et solidaire
- **Fadi HALOUT**, Directeur général, National Bank of Abu Dhabi
- **Foued LAKHOUA**, Président de COTUSAL, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Tuniso-Française
- **Henry MARTY-GAUQUIE**, Directeur, Banque Européenne d'Investissement
- **Radhi MEDDEB**, Président directeur général de Comete Engineering, Tunisie
- **Constantin TSAKAS**, Directeur général de l'Institut de la Méditerranée, responsable du rapport FEMISE/BEI
- **Pierre VALENTIN**, Directeur général délégué du Crédit Coopératif

Verbatim de la session

André CARTAPANIS, Professeur à Sciences Po Aix, Cercle des économistes, introduit le débat sur les conditions de financement.

André CARTAPANIS se propose de poser deux questions, d'abord le rôle possible de la finance conventionnelle, ensuite les possibilités offertes par une finance solidaire. Il rappelle que la finance, c'est mobiliser des ressources, les affecter de la façon la plus efficace possible et gérer des risques. Dans le cas des pays méditerranéens il y a beaucoup d'obstacles à

mobiliser la finance traditionnelle. Il cite notamment les asymétries d'information, l'absence d'économies d'échelle, la difficulté à évaluer les risques compte tenu de l'absence d'historique. Par ailleurs, le calcul des rendements est délicat et on ne peut guère envisager de standardiser les processus. A cela s'ajoute un environnement institutionnel, notamment la gestion peu développée des défauts, le type de contrats largement dérogoires au droit commun. Tout cela rend la finance conventionnelle peu adaptée et impose la nécessité de développer une finance spécifique. Après avoir énuméré les difficultés considérables à évaluer les projets, couvrir les risques, maintenir des flux pérennes, il résume son propos en soulignant trois questions centrales qui devraient être discutées dans la session : d'abord, les questions concernant les moyens de mobilisation, ensuite, celles qui ont trait à l'appréciation des risques, enfin, la question de l'environnement institutionnel, en particulier juridique.

Philippe MABILLE, *La Tribune, animateur*, souligne qu'une finance spécifique est en train de se mettre en place notamment les titres participatifs en France, qu'un nouveau marché est en train de se développer, le marché des social bonds que les plus grands opérateurs comme Goldman Sachs ont désormais pris en mains.

Constantin TSAKAS, *Directeur Général de l'Institut de la Méditerranée, responsable du rapport Femise/BEI* prend ensuite la parole pour souligner la nécessité d'avoir de nouveaux outils : fonds d'amorçage associatifs en matière financière associés à des actions d'accompagnement. Le problème en Méditerranée est qu'il n'existe pas, contrairement à certains pays (la France notamment), un écosystème de l'ESS. Un autre outil qui pourrait être développé est la micro finance qui a l'avantage d'avoir un maillage territorial très étendu. On peut citer aussi les fonds d'investissement solidaires comme en Amérique Latine. Cela dit quel que soit l'outil, ce qui manque c'est une plate forme qui pourrait lier les outils aux besoins. C'est pourquoi « l'impact investment » appuyé par les autorités pourrait servir de cibler les opérations à partir de leurs effets sur des besoins préalablement hiérarchisés.

Philippe MABILLE : Vous parlez dans votre rapport d'envisager la possibilité de mettre en place une « banque éthique ». Pouvez vous nous expliquer de quoi il s'agit ?

Réponse de **Constantin TSAKAS** : Une banque éthique est une banque qui pourrait intégrer des notions d'équité sociale dans ses critères de performance ce qui nécessite, comme je l'ai dit, un appui institutionnel des pouvoirs publics. Une banque éthique finance des projets qui ont un impact social, écologique, avec une transparence totale. Il n'y a pas d'incompatibilité fondamentale entre l'éthique et la finance pourvu que les principes soient clairement établis (cas de la finance coopérative) et qu'un appui institutionnel soit mis en oeuvre.

Henry MARTY GAUQUIE *Directeur, Banque Européenne d'Investissement* souligne que l'ESS a deux avantages principaux : elle s'applique à tous les secteurs économiques, elle implique une transformation sociétale. Pour les investisseurs internationaux comme la BEI cela nécessite de développer les opérations concernées verticalement dans des secteurs particuliers, rural, création d'entreprises, femmes etc... (comme les micro crédits) et horizontalement sur un plan régional. Plusieurs projets sont en cours soutenus par la BEI qui concernent notamment, un programme d'assistance technique pour moderniser les systèmes existants, et les opérateurs bancaires qui veulent s'impliquer. Cela signifie aider au

refinancement des banques locales, développer les microcrédits, créer de nouveaux fonds adaptés. Pour aller plus loin, il conviendrait de développer des projets pilotes avec des banques y compris islamiques. Mais il faut bien voir qu'il s'agit d'une démarche de long terme qui doit s'appuyer sur la société civile. La généralisation de l'ESS implique une libéralisation de l'expression des besoins de la société civile. De ce point de vue des progrès dans l'intégration de la zone sont indispensables pour généraliser et développer une approche pour le moment essentiellement cantonnée au Maroc et en Tunisie.

Radhi MEDDEB, *Président directeur général de Comete Engineering, Tunisie* souligne que derrière les révolutions arabes, il y avait une double exigence : de meilleures conditions sociales et plus d'opportunités. On a vu que les outils traditionnels ne suffisaient plus, notamment, lorsque l'on utilisait l'emploi public qui n'aboutissait finalement qu'à déséquilibrer les fondamentaux des économies. Quant au secteur privé il n'avait plus le désir d'investir. Son point de vue est donc que l'ESS peut venir en soutien aux deux secteurs concernés. Cependant, il faut être conscient des réalités, la Tunisie ne deviendra pas une économie ESS mais elle pourra contribuer. Aujourd'hui, on a 1% de contribution de l'ESS à l'économie, mais ce sont principalement des mutuelles en difficultés financières. Si bien que ces 1% correspondent à de la charité plutôt qu'à un véritable développement économique. Et tout l'enjeu est là comment faire en sorte que l'ESS devienne aussi un outil de développement économique. Il souligne que l'ESS doit être conçue comme un outil d'inclusion qui passe par l'inclusion financière. Or, aujourd'hui en Tunisie, ce n'est pas le cas. Le taux de bancarisation n'a pas bougé depuis 25 ans autour de 50%. On constate plutôt une explosion de l'économie informelle point sur lequel l'ESS peut jouer un rôle à condition qu'elle rentre dans des normes de fonctionnement plus normal. Enfin, pour ce qui concerne le micro crédit, lui aussi, ne fonctionne pas conformément aux critères de la finance normale et doit donc être appuyé institutionnellement et évoluer dans ses modes d'organisation.

Foued LAKHOUA, *Président de COTUSAL, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Tuniso-Française*, interrogé sur la capacité de l'ESS à traiter la question de l'emploi des jeunes, souligne que l'ESS est aujourd'hui à la fois un besoin et une mode. Sa place en Tunisie est trop faible 1% (du PIB) vs 10% en France. C'est donc une œuvre de long terme. L'explosion du mouvement associatif est une bonne chose en Tunisie, reste à ce qu'il contribue à l'inclusion des jeunes par de véritables activités économiques qui ne sollicitent pas exclusivement des fonds publics. L'expression de banque éthique le laisse perplexe car elle suppose que les autres banques ne sont pas éthiques. L'enjeu est de faire en sorte que les considérations sociales et de solidarité se diffusent à l'ensemble des banques avec sans doute des exigences de rentabilité des fonds propres différentes mais suffisantes pour ne pas remettre en cause leurs conditions de développement.

Ahmed El KARM, *Président directeur général de l'Amen Bank en Tunisie* indique que quatre verrous doivent sauter si l'on veut développer l'ESS: 1) la bancarisation doit être plus forte et mieux distribuée dans toutes les régions, 2) les acteurs doivent adhérer à une finance moderne (internet,TIC) qui permet des innovations dans la collecte de l'épargne et la mobilisation des crédits, 3) l'accès au financement peut être élargi en créant des sociétés spécifiques de micro finances via des filiales spécialisées, car une banque ne fera pas cela d'elle même, l'accession au crédit sera dès lors plus facile ; 4) toutes les banques doivent

devenir des banques éthiques, et ce qui manque aujourd'hui, c'est la capacité des promoteurs de créer des réseaux capables de gérer dans les régions les projets.

Animateur, une banque éthique sera une banque qui demande un rendement sur fonds propres plus faible, comment faites vous ?

Fadi HALOUT, *Directeur général, National Bank of Abu Dhabi*, indique qu'il est clair que c'est par l'innovation que l'on pourra maintenir un taux de rendement acceptable ; encore que celui-ci puisse être inférieur aux canons de la finance traditionnelle, compte tenu d'un risque de défaut, en général plus faible, et des incitations publiques envisageables. Cela passe aussi, comme il a été dit, par une augmentation sensible de la bancarisation qui est très insuffisante, et qui doit cibler les tranches les plus basses de la pyramide sociale. Il faut donc approcher ces tranches encore souvent localisées loin des centres urbains, par diverses méthodes utilisées ici ou là dans le monde (cf. le recours aux motos en Inde qui ramènent l'épargne) faire un saut technologique (ITC) et développer les agences dans tous les territoires. Il convient, enfin, de fabriquer des produits financiers adaptés à ces populations, et de recourir aux grandes entreprises pour développer l'écosystème de l'ESS.

Tarik GHEZALI, *Spécialiste économie sociale et solidaire* souligne que de nouveaux instruments dédiés sont envisageables. Pour lui, parler de banque éthique suppose que les autres ne le soient pas. L'enjeu est avant tout de créer des emplois donc de faire en sorte que les banques financent des entreprises qui créent des emplois. Il faut éviter que l'écosystème solidaire ne soit pas coupé du système normal. Il cite le global entrepreneurship pour faire émerger des entrepreneurs, l'ESS doit s'adresser à ces jeunes. Il cite également les fonds 98 liés à l'épargne sociale et solidaire. L'intervenant est sceptique sur le fait de développer des choses à côté. En Méditerranée les systèmes qui poussent à l'innovation et l'entrepreneuriat sont en train de démarrer et c'est une chance pour développer l'ESS. Il faut mettre l'ESS au cœur de ces systèmes de création d'entrepreneuriat et d'innovation. L'intervenant souligne également l'importance du développement des TIC pour favoriser ce développement. Il y a aujourd'hui un foisonnement d'initiatives mais on a beaucoup de mal à créer du lien entre toutes ces initiatives. C'est cela l'enjeu principal.

Bruno CASALAN : *Responsable du développement international du réseau Initiative*, souligne que le réseau se focalise sur le développement des entreprises, offre un support technique et un support financier (prêt d'honneur 16.000 entreprises, 40.000 emplois) en France depuis 30 ans. Ce concept a d'ailleurs été repris par le gouvernement du Maroc (Agadir, 170 entreprises et 580 emplois) et entre en œuvre maintenant en Tunisie. Les jeunes chômeurs diplômés sont la cible de cette initiative. Le financement est public et réunit une communauté économique locale sur un territoire. La plate forme représente un investissement important car les petites unités économiques ne sont pas rentables économiquement mais l'initiative est rentable pour le territoire. Un emploi en France coûte 1235 euros mais cela offre une valeur ajoutée sur le territoire car les petites unités sur le territoire sont créatrices d'emplois et fiscalisées.

Pierre VALENTIN, *Directeur général délégué du Crédit Coopératif* présente l'initiative CoopMED qui est un fonds d'investissement à impact social sur la Méditerranée. Il souligne

la transparence totale des résultats qui indiquent le nombre d'emplois créés, le nombre d'entreprises, l'origine des financements (banques et mutuelles). Ce sont également les intermédiaires financiers, dont les organismes de micro-crédits, qui financent l'ESS. Le rendement moyen est de 6% à comparer au rendement réel des autres fonds qui tourne autour de 8%.

Déclaration finale des 10èmes Rendez-Vous Economiques de la Méditerranée

A Marseille, le 8 novembre 2014

Les 10^e Rendez-Vous Economiques de la Méditerranée se sont tenus le samedi 8 novembre en conclusion de la Semaine Economique de la Méditerranée à la Villa Méditerranée à Marseille en présence d'un public nombreux et de nombreuses personnalités du monde politique et académique des différents pays méditerranéens qui se sont exprimées :

« Quelle contribution l'économie sociale et solidaire peut-elle apporter au développement en Méditerranée ? »

Dans la continuité des travaux de l'année précédente, mettant l'accent sur l'importance du lien entre l'avenir de la région Méditerranée et celui de sa jeunesse, les participants à cette édition ont poussé la réflexion et les propositions qui pourraient être issues de l'économie sociale et solidaire comme vecteur de cohésion sociale. L'idée étant de faire participer et d'intégrer des pans entiers de la population laissés à l'écart.

Les participants ont considéré que les apports de l'économie sociale et solidaire, créant de fait un modèle de développement avec ses propres spécificités et peu exposés à la financiarisation de l'économie, étaient les suivants :

- Inclure des groupes exclus et leur conférer de l'autonomie
- Répondre au manque de diversification des économies
- Intégrer et valoriser de nouvelles formes de création de richesses
- Offrir une réponse à la question démographique et construire des solidarités intra et inter générationnelles

Pour atteindre l'objectif de mise en place d'un modèle de développement résilient et inclusif, les participants se sont mis d'accord sur les recommandations suivantes :

- Prise en compte des nouvelles formes de création de richesses que représentent toutes les initiatives d'économie sociale et solidaire des plus minuscules, des plus familiales, des plus locales, jusqu'aux mouvements coopératifs, mutualistes et associatifs.

- Apporter un encadrement juridique et réglementaire de l'ESS

- Intégrer un volet ESS dans les conventions Etat-Territoire et promulguer un « Small business act »
- Donner aux collectivités locales les moyens d’agir et de mobiliser les ressources dans le domaine de l’ESS

- **Une mobilisation plus efficace des ressources et des acteurs financiers locaux : des circuits de financement adaptés et mieux organisés pour drainer des financements institutionnels et privés**

- Créer un organisme financier susceptible de créer et gérer des outils adaptés : des titres associatifs, des prêts participatifs, des contrats d’apports associatifs
- Créer un fonds d’amorçage associatif, première marche vers la structuration financière
- Adapter la législation en matière de microfinance et démultiplier le micro-crédit pour un accès à tous les acteurs du secteur

- **Une meilleure coordination entre les institutions internationales pour éviter une déperdition des financements au secteur de l’ESS et assurer une alternative au manque de financements publics de certains pays**

- Insister sur le financement multilatéral des projets à dimension régionale
- Créer un fonds réunissant toutes les ressources à destination de l’ESS vers les pays de la Méditerranée
- Mettre en place des fonds de garantie par les Etats via les institutions internationales

Enfin, les participants se sont mis d’accord sur la nécessité d’une vision partagée dans le cadre d’une charte pour un nouveau contrat social pour la jeunesse euro-méditerranéenne. Cette charte engagerait les acteurs publics et sensibiliserait la population aux outils et moyens de l’ESS. Elle définirait un cadre politique incluant l’ensemble de la société civile.

